

## Baromètre Euler Hermes 2019 Investissement et trésorerie des entreprises

*La prudence est de mise ! En 2019, seulement  
1 entreprise sur 2 investira autant ou plus qu'en 2018*

- 2019, année de la prudence pour les entreprises françaises ? Seulement 1 entreprise sur 2 souhaite investir autant ou plus qu'en 2018 (2 sur 3 lors de notre précédent baromètre).
- Le digital est-il vraiment une priorité pour nos entreprises ? Les investissements dans la transformation digitale ne représentaient que 13% de leurs investissements l'an passé.
- Les entreprises françaises identifient 3 risques pesant sur leur rentabilité : ceux liés aux prix de vente, au coût des matières premières et au coût de la main d'œuvre.
- En 2018, 18% des entreprises interrogées constatent que les retards de paiement se transforment en impayés.

**PARIS, 15 MAI 2019** – Comme tous les deux ans, [Euler Hermes](#), le leader mondial de l'assurance-crédit, a interrogé plus de 600 entreprises françaises sur leur perception de l'environnement économique, leur niveau d'activité, leurs intentions d'investissement et l'état de leur trésorerie. Cette 5<sup>ème</sup> édition de notre baromètre investissement et trésorerie des entreprises, menée en mars 2019, apporte une analyse exclusive de la situation des entreprises françaises et de leurs préoccupations.

### **Pour les entreprises françaises, incertitude rimera avec prudence cette année**

D'un point de vue macroéconomique, 2019 sera une année difficile pour les entreprises françaises. Euler Hermes estime que la croissance française ralentira à +1,2% (+1,6% en 2018), freinée par le faible dynamisme de la consommation des ménages (+1,1% de croissance en 2019). Les chiffres d'affaires des entreprises s'en ressentiront : après +6,6% en 2017 et +3,1% en 2018, ils ne devraient croître que de +2,5% en 2019. L'inflation sera toutefois plus faible (+1,3% en 2019, après +1,8% en 2018), ce qui contribuera au rebond des marges des entreprises à 32,7% en 2019 (+0,9 point), même si elles ne seront pas de retour au niveau pré-crise de 2008 (33,5%).

Ainsi, coincées entre manque de débouchés et besoin de reconstitution de leurs marges, les entreprises françaises pourraient faire preuve de prudence en 2019 dans leurs stratégies d'investissement. « *Nous estimons que l'investissement des entreprises croîtra de +2,9% en 2019 (+3,9% en 2018 et +4,4% en 2017). Avec ce ralentissement, le gap d'investissement<sup>1</sup> des entreprises devrait encore mettre du temps à se résorber. Alors qu'il représentait 40 Mds EUR en 2014 puis 28 Mds EUR en 2018, il devrait s'élever à 22 Mds EUR en 2020. Nous estimons qu'il ne serait comblé que d'ici la fin d'année 2026* », explique Stéphane Colliac, économiste en charge de la France chez Euler Hermes.

Le baromètre Euler Hermes 2019 confirme la prudence des entreprises françaises. Seulement 1 entreprise sur 2 prévoit d'investir au moins autant en 2019 qu'en 2018 (2 sur 3 lors de la précédente édition). Plus flagrant encore : seulement 23% des entreprises interrogées prévoient d'investir plus en 2019 qu'en 2018 (32% lors du précédent baromètre), et 31% ne se voient pas investir cette année (15% lors du précédent baromètre). Une prudence motivée par la conjoncture actuelle ?

<sup>1</sup> Ce gap d'investissement est basé sur l'écart entre le montant total des investissements par les entreprises dans l'économie et le montant calculé sur la base d'une hypothèse de croissance trimestrielle de l'investissement de 0,7%, similaire au rythme de 2006 et dans l'hypothèse où celui-ci se serait poursuivi.

## **Les entreprises françaises renouvellent leurs capacités de production, mais tardent à miser sur la transformation digitale**

Selon notre baromètre 2019, les investissements offensifs<sup>2</sup> resteront privilégiés par la majeure partie des entreprises françaises (52%) cette année. Toutefois, les investissements défensifs<sup>3</sup> gagnent du terrain par rapport au baromètre 2017 (+2 points).

*« Les répondants déclarent un carnet de commande moyen de 7,1 mois (+0,7 mois par rapport à 2017) et un taux d'utilisation des capacités de production de 86% (+1 point par rapport à 2017). Les entreprises françaises ont profité de l'embellie de 2017-S1 2018 pour faire le plein, et doivent désormais renouveler leur outil de production pour honorer leurs engagements »,* justifie Stéphane Colliac.

Un autre constat frappant est le retard pris par les entreprises françaises dans la transformation digitale, qui ne représentait que 13% de leurs investissements en 2018. Cette faible part se fait ressentir sur le ROI perçu de ces investissements : 71% des entreprises interrogées n'ont pas encore observé de retour sur leurs investissements dans la transformation digitale.

*« Les entreprises françaises ont du retard en matière de transformation digitale. Toutefois, les perspectives semblent plus positives : 33% des entreprises sondées déclarent avoir augmenté leurs investissements dans la transformation digitale en 2018, et 53% comptent investir autant voire plus en 2019. Les entreprises françaises prennent conscience des efforts qu'elles ont à fournir. Elles ne veulent pas rater le virage de la digitalisation et sont prêtes à accélérer »,* analyse Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes et d'Allianz.

## **Selon les entreprises françaises, 3 risques menacent leur rentabilité : ceux liés aux prix de vente, au coût des matières premières et au coût de la main d'œuvre**

Les résultats de notre baromètre 2019 indiquent que la principale crainte des entreprises pour leur rentabilité est la pression sur les prix de vente (28% des répondants), particulièrement dans les secteurs les plus proches des consommateurs : commerce de détail (40%), automobile (36%) et construction (34%).

La seconde menace la plus citée est liée au coût des matières premières (19%). La hausse du cours du pétrole l'an passé a pesé et les entreprises craignent que le scénario se répète. Les secteurs les plus inquiets sont ceux qui parviennent difficilement à répercuter la hausse du coût des matières premières sur leurs prix de ventes : la chimie (49%), l'agroalimentaire (31%) et les biens de consommation (24%).

Le coût de la main d'œuvre complète le podium, cité par 17% des répondants (+16 points en deux ans). Malgré un chômage qui s'élevait à 8,8% fin 2018 en France, certains secteurs sont frappés par une pénurie de main d'œuvre qualifiée. Les plus inquiets sont l'agroalimentaire (30%) et la construction (26%).

## **Les entreprises françaises inquiètes pour leur trésorerie ?**

Selon notre baromètre 2019, 18% des entreprises observent une transformation de leurs retards de paiement en impayés, un chiffre encore plus frappant dans le secteur de la construction (28%). Cette donnée est critique, un impayé pouvant avoir de graves conséquences sur la trésorerie d'une entreprise, et provoquer des défaillances en chaîne. Euler Hermes estime d'ailleurs que les défaillances d'entreprises devraient croître de +2% en 2019 en France, leur première hausse depuis 2015.

*« Le risque d'impayé a fortement progressé dans les craintes des entreprises françaises sur leur rentabilité : il est cité par 10% des répondants à notre enquête (+7 points). Entre des défaillances d'entreprises en hausse depuis 3 trimestres consécutifs, des délais de paiement qui augmentent (+2 jours en 2018, 73 jours) et des marges contraintes, la trésorerie des entreprises françaises est sous*

---

<sup>2</sup> Augmentation capacités de production, dépenses de R&D, accès à une nouvelle technologie, lancement d'une nouvelle activité, opération de croissance externe

<sup>3</sup> Renouvellement des capacités de production, mise aux normes

pression. Le risque d'impayé s'accroît, et les entreprises françaises le ressentent », complète Eric Lenoir, Président du Comité Exécutif d'Euler Hermes France.

D'ailleurs, 13% des entreprises interrogées craignent une dégradation de la situation de leur trésorerie en 2019 (+6 points). Les entreprises françaises sont inquiètes pour l'avenir, et prévoient des réserves en cas de coup dur. Selon Euler Hermes, le cash cumulé disponible dans les grandes entreprises non financières s'élevait à 330 Mds EUR en 2018 (+2,2% par rapport à 2017), se rapprochant ainsi de son pic de 2016 (333 Mds EUR).

\*\*\*\*\*

## Contacts médias

### EULER HERMES FRANCE

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43  
[maxime.demory@eulerhermes.com](mailto:maxime.demory@eulerhermes.com)

### FOOTPRINT CONSULTANTS

Cécile Jacquet +33 (0)1 80 48 14 80  
[cjacquet@footprintconsultants.fr](mailto:cjacquet@footprintconsultants.fr)

### EULER HERMES GROUP

Jean-Baptiste Mounier +33 (0)1 84 11 51 14  
[jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com](mailto:jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com)

Quentin Giudicelli +33 (0)1 80 48 14 80  
[qgiudicelli@footprintconsultants.fr](mailto:qgiudicelli@footprintconsultants.fr)

## Réseaux sociaux



Suivez-nous sur Twitter [@eulerhermesFR](https://twitter.com/eulerhermesFR)



Suivez-nous sur LinkedIn [Euler Hermes France](https://www.linkedin.com/company/euler-hermes-france)



Suivez-nous sur YouTube [Euler Hermes France](https://www.youtube.com/EulerHermesFrance)

## Prévoir les risques commerciaux et d'impayés aujourd'hui, c'est protéger la trésorerie demain

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PNB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 5 800 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est noté AA par Standard & Poor's. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,7 milliards d'euros en 2018 et garantissait 962 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2018. Plus d'informations: [eulerhermes.com](http://eulerhermes.com)



Cautionary note regarding forward-looking statements: The statements contained herein may include prospects, statements of future expectations and other forward-looking statements that are based on management's current views and assumptions and involve known and unknown risks and uncertainties. Actual results, performance or events may differ materially from those expressed or implied in such forward-looking statements. Such deviations may arise due to, without limitation, (i) changes of the general economic conditions and competitive situation, particularly in the Allianz Group's core business and core markets, (ii) performance of financial markets (particularly market volatility, liquidity and credit events), (iii) frequency and severity of insured loss events, including from natural catastrophes, and the development of loss expenses, (iv) mortality and morbidity levels and trends, (v) persistency levels, (vi) particularly in the banking business, the extent of credit defaults, (vii) interest rate levels, (viii) currency exchange rates including the euro/US-dollar exchange rate, (ix) changes in laws and regulations, including tax regulations, (x) the impact of acquisitions, including related integration issues, and reorganization measures, and (xi) general competitive factors, in each case on a local, regional, national and/or global basis. Many of these factors may be more likely to occur, or more pronounced, as a result of terrorist activities and their consequences.